

**PROBLÉMATIQUE
DE L'EMPLOI-FORMATION**

**Les experts plaident
pour une restructuration
du système éducatif**

Les experts soulignent le «profond» dys-fonctionnement entre le système éducatif et le système productif. Ils appellent à la restructuration du système éducatif ainsi qu'à l'adoption d'un nouveau système de l'économie nationale. Selon les experts, la crise de la problématique de l'emploi-formation est due au «découpage» entre le système éducatif, à travers les différents modèles adoptés, et le régime de croissance. «Nous ne pouvons plus continuer à faire des soudures entre la formation et l'emploi. Il faut restructurer le système éducatif en apprenant le passage d'une démarche enseignement à une démarche application», dira le Pr Mohamed Bahloul, économiste et directeur de l'IDRH Oran, hier, lors de la journée d'étude sur la formation et l'emploi au Conseil de la nation, à Alger. Pour cet expert, il question également de «penser» les perspectives de solutions pour la construction d'un nouveau système économique national, qui s'impose. «L'Algérie doit adopter un nouveau système de l'économie nationale basé sur d'autres industries, telle l'industrie manufacturière», a-t-il précisé.

Rym Nasri

BÉJAÏA

**Des villageois ferment
la RN 9 à Kherrata**

Des citoyens des villages d'Aït-Laâziz, Tighremt et Béni-Meraâ, relevant de la commune de Kherrata ont procédé, dans la matinée d'hier, à la fermeture à la circulation, de la RN9 reliant les wilayas de Béjaïa et Sétif, à hauteur du centre-ville de Kherrata. Par cette action, ils expriment leur colère et protestent contre «l'immobilisme» des autorités locales devant leurs déplorables conditions de vie. «Les problèmes s'accumulent mais aucune solution ne pointe à l'horizon», fait constater amèrement un citoyen protestataire. Après plusieurs réclamations auprès des autorités locales et du responsable de la daïra de Kherrata pour une prise en charge de la réfection du tronçon routier sur 7 km reliant le chef-lieu communal de Kherrata au village Aït-Laâziz, entre autres, les villageois ont décidé de prendre le taureau par les cornes, en procédant à la fermeture à la circulation de cette importante voie de communication pour se faire entendre. «Nous sommes écœurés par l'attitude de nos responsables qui n'ont rien fait pour mettre fin à notre calvaire. Basta aux fausses promesses !» tonnaient les manifestants.

A. K.

SOUK-AHRAS

**La contestation
se poursuit à Aïn Zana**

Le mouvement de contestation des villageois de la localité frontalière de Aïn Zana qui dure depuis trois jours est loin de connaître son épilogue. Ce matin, ils étaient des dizaines de personnes à se rassembler devant le siège de l'APC pour protester contre la précarité de leurs conditions sociales, les manifestants revendiquent le raccordement au gaz de ville, le revêtement des pistes de mechtas désenclavées et la réhabilitation de la polyclinique du chef-lieu de la commune et la construction d'un lycée au niveau de cette localité. En sus, une poignée de contestataires sont allés trop loin, ils réclament même le départ du maire. D'ailleurs, ils se sont attaqués au véhicule de ce dernier, ce qui a contraint les gendarmes à l'escorter. Pour avoir plus d'information, nous avons essayé de joindre le maire de Aïn Zana, mais sans résultats.

Barour Yacine

APRÈS AVOIR RÉUSSI À MARCHER HIER

**Les psychologues prévoient des
rassemblements hebdomadaires**

Les psychologues ont marché hier du quartier d'El-Mouradia à proximité de la présidence de la République jusqu'à l'hôpital Mustapha-Pacha où ils ont tenu un rassemblement. Répondant à l'appel de leur syndicat national, le Snapsy, les psychologues qui avaient programmé un rassemblement devant la présidence ont été repoussés par les forces de police.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les psychologues étaient, hier, au rendez-vous dès 10 h du matin dans le quartier d'El-Mouradia. Mais ils n'ont pas réussi à aller plus loin que les arrêts de bus du quartier, bloqués par le dispositif de sécurité mis en place très tôt dans la matinée. Malmenés puis tabassés, ils n'ont pas pu résister à l'étau qui s'était resserré sur eux et ont dû rebrousser chemin pour entamer une marche spontanée en direction de la place Addis-Abeba. Le visage rouge de colère, les vêtements de travers et brandissant une banderole, M. Keddad, président du Snapsy, criait des slogans

dénonçant «la marginalisation et le mépris subis pas les psychologues au niveau des départements ministériels concernés».

Encadrés par deux colonnes de policiers, les psychologues ont descendu l'avenue de l'Indépendance banderoles à la main en criant leur colère devant «les agressions subies de la part des forces de l'ordre lors de leur tentative de rassemblement», a déclaré M. Keddad. «Psychologues agressés, psychologues tabassés», «psychologues en colère», «wizara haggara», «profession en voie de disparition», ont scandé les psychologues protestataires. Arrivés au niveau de l'hôpital

Mustapha-Pacha, les psychologues mobilisés ont pénétré dans l'enceinte de l'hôpital et improvisé un rassemblement qui a duré plusieurs heures. Ils ont même tenté une sortie en dehors de l'hôpital mais ont vu le portail du CHU rapidement fermé et bloqué par les agents de sécurité. «Nous demandons à discuter avec les départements concernés par nos revendications, à savoir un statut général, un salaire adapté et une formation adaptée», a déclaré M. Keddad.

Il dira, par ailleurs, que tous les autres corps du secteur de la santé ont été écoutés par les départements concernés, sauf les psychologues. «Nous ne baisserons pas les bras et nous allons poursuivre nos mouvements de protestation jusqu'à la prise en charge de nos revendications. Nous demandons à avoir des discussions avec les

secteurs de la santé et de la solidarité. Ils ne peuvent plus ignorer la situation vécue par les psychologues. Ils ne nous considèrent que lorsqu'ils font appel à nous lors des catastrophes naturelles», s'est indigné M. Keddad. Ajoutant, par ailleurs, que «la Fonction publique est la cause des problèmes vécus par cette profession».

S'estimant satisfait du fait que les psychologues aient pu marcher, le président du Snapsy annoncera un rassemblement devant le ministère de la Santé pour lundi prochain à 10 h, un autre rassemblement la semaine d'après devant le siège du ministère de la Jeunesse et des Sports puis une semaine après, devant le ministère de la Solidarité nationale, avant que les psychologues ne se rassemblent devant la présidence de la République.

F.-Z. B.

SIT-IN DES DÉLÉGUÉS DU SNAPAP DEVANT L'APC DE SIDI M'HAMED

**«Partez, Monsieur le maire,
l'Algérie ne vous appartient pas !»**

«Maire injuste», «Nous demandons le départ du maire injuste», «Le droit à l'exercice syndical», «Partez monsieur le maire, l'Algérie ne vous appartient pas !», ont scandé, hier, d'une seule voix, les syndicalistes du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), devant le siège de la commune de Sidi M'hamed.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Ils étaient venus nombreux pour se solidariser avec leurs collègues licenciés pour avoir tenté de créer un syndicat. Peu habitués à de telles scènes devant une telle institution publique, quelques fonctionnaires sont sortis aux balcons. Les badauds curieux s'arrêtaient. Un gendarme s'était même approché des protestataires pour s'enquérir de la situation. «Tout a commencé le 11 avril après l'élaboration du P-V d'installation d'une section syndicale affiliée au Snapap à l'APC. Nous avons été intimidés plusieurs fois et convoqués devant le maire pour nous

expliquer», affirme Réda Mechri, le président de la section syndicale provisoire. Comme quatre autres collègues, il est suspendu depuis le 12 avril, jour de la présentation du P-V d'installation au bureau d'ordre de la mairie. «Ils nous ont accusés de tout ! D'être avec Malaoui et pas avec l'aile de Felfoul, de travailler pour Israël, de ne pas avoir d'agrément ! La cinquantaine de travailleurs qui ont observé un sit-in dimanche dernier ont été sommés de s'expliquer dans un questionnaire ! C'est incroyable», dit-il. Deux autres fonctionnaires viennent d'être suspendus. La colère des travailleurs monte. Les protestataires estiment que la loi algérienne autorise le pluralisme syndical et que le maire doit respecter cela. «Les fonctionnaires sont libres de choisir leur organisation. La plupart des travailleurs ne sont pas venus à ce rassemblement de peur qu'on mette fin à leurs contrats. Beaucoup sont contractuels», confie l'un des syndicalistes. «Je suis resté en poste deux ans, sans travailler, tout en touchant l'intégralité de mon salaire. Le maire Bourouina le

savait, il lui arrivait de me rencontrer dans l'escalier et ne me disait jamais rien. Mais quand j'ai adhéré à un syndicat, on m'a mis à la porte», s'emporte Abdelhani, tout en exhibant le document qui atteste de son licenciement. «Abandon de poste», lit-on. «C'est parce que j'ai participé à un sit-in», dit-il. Agé de 48 ans, Abdelhani est père de cinq enfants, sa femme ne travaille pas. Il travaille à la mairie de Sidi M'hamed depuis 28 ans et a exercé différentes tâches. Les délégués des différentes wilayas ont été invités par le Conseil national du secteur des communes (affilié au Snapap) pour se rassembler devant le siège de la commune de Sidi M'hamed en vue d'exiger leur réhabilitation dans leurs droits et le respect du droit des travailleurs de choisir leur syndicat. Le Conseil national a également décidé d'entamer une grève illimitée à partir du 9 mai. Ce débrayage sera ponctué de sit-in au niveau des sièges de wilaya, du pays chaque jeudi, jusqu'à satisfaction des revendications soulevées.

I. B.

ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS EN ALGÉRIE

47 demandes algériennes d'indemnisation

Ils ne sont pour le moment que 47 Algériens s'estimant être victimes des essais nucléaires français en Algérie à avoir fait des demandes pour indemnisation dans le cadre de la loi française promulguée à cet effet le 5 janvier 2010. Aucune décision n'a été rendue jusque-là par la commission à charge du dossier.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - La reconnaissance par le gouvernement français des victimes des essais nucléaires français en Algérie, intervenue dans le sillage de la mobilisation des victimes polynésiennes d'essais similaires, a été consacrée à travers la loi du 5 janvier 2010. Philippe Pages, directeur du service des anciens combattants près de l'ambassade de France à Alger a, dans une conférence de presse conjointe avec l'ambassadeur de France, Xavier Driencourt, hier, à Alger, expliqué que la loi en question n'est pas discriminatoire. C'est-

à-dire qu'elle s'applique aux Algériens au même titre que les Polynésiens. Pour être reconnu victime des essais nucléaires et prétendre à une indemnisation, le postulant est tenu, selon la loi, de justifier de trois conditions cumulatives, à savoir justifier sa présence dans des zones géographiques où ont eu lieu les essais à une période bien déterminée (entre le 13 février 1960 et le 31 décembre 1967 pour les Algériens) et être atteint d'un des 18 cancers répertoriés comme dû aux irradiations.

Philippe Pages n'a pas été en mesure de fournir un chiffre

approximatif d'Algériens qui seraient victimes des essais nucléaires. En revanche, il est allé dans le détail s'agissant du dossier des anciens combattants algériens dans les rangs de l'armée française durant la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Indochine. Son service a recensé 47 500 personnes au titre d'anciens combattants et d'ayants droit, les veuves en l'occurrence. Sur ces 47 500 personnes recensées, 11 000 sont des veuves d'anciens combattants. Les anciens combattants bénéficient, après la décision du Conseil constitutionnel français, du même traitement indépendamment de leurs nationalités et du lieu de résidence. Ainsi, la retraite du combattant perçue à partir de 65 ans est évaluée à 589,96 euros par an.

Les pensions militaires d'invalidité varient selon les pourcentages d'invalidité. Elles atteignent pour les invalides à 100% 1150,84 euros par mois. Et le montant des pensions militaires de retraites varient selon le grade et les campagnes de services effectuées. Ces pensions de retraites, qui ont subi des revalorisations graduelles depuis 2002, coûtent au Trésor français 71,8 millions d'euros, alors qu'elles ne lui coûtaient en 2002 que 6,5 millions d'euros et 52 millions avant 2010.

Cette revalorisation coûte au Trésor français 20 millions d'euros supplémentaires par an sur un total de 40 millions d'euros, soit la moitié. Le service des anciens combattants a recensé aussi 350 grands blessés de guerre.

S. A. I.